

Convention collective

IDCC : 9311. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE,
VITICULTURE, ARBORICULTURE, EXPLOITATIONS DE MARAÎCHAGE
ET EXPLOITATIONS DE PRODUCTIONS LÉGUMIÈRES
(HAUTE-GARONNE)**

(29 juin 1971)

(Etendue par arrêté du 17 mars 1972,
Journal officiel du 15 avril 1972)

AVENANT N° 130 DU 3 JUIN 2008

NOR : *AGRS0897145M*

IDCC : 9311

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Haute-Garonne ;

La fédération départementale des syndicats paysans de la Haute-Garonne, confédération paysanne,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats de la Haute-Garonne CFDT ;

L'union départementale des syndicats de la Haute-Garonne CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation de la Haute-Garonne FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 25 « Classification des emplois et coefficients des ouvriers non cadres » est complété par un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Compte tenu de la spécificité de leur travail, les gardiens de troupeaux sur estives sont soumis à une classification professionnelle et des conditions d'emploi spécifiques figurant en annexe à la présente convention.

Sont considérés comme gardiens de troupeaux en estive ceux qui, pendant toute la durée de leur contrat, sont logés sur l'estive. »

Article 2

Il est créé une annexe X à la présente convention ainsi rédigée :

« ANNEXE X RELATIVE AUX CONDITIONS D'EMPLOI DES GARDIENS DE TROUPEAUX SUR ESTIVES

1. Classification des emplois non cadres des gardiens de troupeaux sur estives

- Aide gardien de troupeau (niveau II, échelon 1, coefficient 130)
Salarié débutant, sans qualification.

Salarié effectuant des tâches d'exécution facile, parfois répétitives, immédiatement reproductibles après simple démonstration, sans mise en jeu de connaissances particulières.

Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises et sous surveillance permanente, sans avoir à faire preuve d'initiative.

Le salarié peut utiliser des machines préréglées et de maniement simple.

Les conséquences des initiatives que le titulaire de l'emploi est amené à prendre dans l'exécution de son travail n'ont pas ou peu de conséquences sur le plan économique ou de la sécurité des personnes.

- Gardien de troupeau (niveau II, échelon 2, coefficient 145)

Salarié assurant :

- la surveillance des cheptels transhumants ;
- la surveillance des boiteries, de la toux, des yeux et plus généralement de l'état général des animaux ;
- la rotation des animaux sur les quartiers de l'estive ;
- la tenue quotidienne du cahier d'estive ;
- la distribution de sel.

Salarié capable de détecter les animaux malades ou toute autre anomalie, notamment au moment de la mise bas afin d'en informer son supérieur ou le chef d'exploitation en temps utile ou prendre les dispositions d'urgence qui s'imposent.

Salarié devant, outre la surveillance, assumer les soins de base aux animaux.

Salarié ayant une bonne maîtrise des savoir-faire compatible avec l'organisation du travail sur l'estive.

Salarié effectuant également la surveillance et l'entretien des équipements de l'estive (clôtures, points d'abreuvement...) selon les instructions qui lui sont données.

Salarié responsable de la bonne exécution de son travail dans le cadre des instructions données, sachant prendre des initiatives concernant l'adaptation de ses interventions aux conditions particulières rencontrées sur le terrain : salarié sachant prendre l'initiative d'appeler directement le vétérinaire ou un mécanicien en cas de besoin.

Emploi correspondant au référentiel technique du certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPA).

- Gardien de troupeau qualifié (niveau III, échelon 1, coefficient 160)

Salarié assurant les tâches du gardien de troupeau niveau II, échelon 2 qui, en outre, peut être assisté d'autres salariés dont il guide le travail. De par ses connaissances et son expérience professionnelle, le salarié a la capacité de repérer les anomalies ou incidents sur les animaux, et déceler les pannes élémentaires sur le matériel et les réparer.

A partir de ce niveau, l'emploi peut comporter la capacité d'exercer la fonction de tuteur auprès d'apprentis ou de stagiaires.

Emploi correspondant au référentiel technique du brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA).

- Gardien de troupeau hautement qualifié (niveau IV, échelon 1, coefficient 200)

Salarié ayant des connaissances et une expérience professionnelle éprouvées permettant une autonomie sur la définition des moyens d'exécution du travail dans le cadre de directives générales et la prise de décisions techniques en cours d'exécution des travaux.

Salarié intervenant sans surveillance ni contrôle de l'exécution du travail. Les contrôles sont effectués sur les objectifs ou sur les résultats attendus dans l'exécution des tâches.

Salarié participant en outre à des fonctions complémentaires directement liées à son activité, sous la responsabilité d'un cadre ou du chef d'entreprise (relation avec les fournisseurs et clients, gestion des approvisionnements ou des commandes, suivi technique ou économique des activités, enregistrements des données sur informatique....).

Il peut également comporter la nécessité d'assurer, sans responsabilité hiérarchique, la surveillance rapprochée de l'exécution du travail d'un ou plusieurs aides à partir de directives données par l'encadrement ou le chef d'exploitation et d'être en mesure d'assurer de façon accessoire et temporaire l'organisation du travail d'une équipe.

Emploi correspondant au référentiel technique du brevet de technicien agricole (BTA).

2. Rémunération et temps de travail des gardiens de troupeaux sur estives

Compte tenu de la spécificité de leur travail, le salaire des gardiens de troupeaux est calculé sur la base forfaitaire de 42 heures réparties sur 6 jours de travail hebdomadaire.

La mise en œuvre de cette disposition se fera progressivement sur 3 années. Le forfait de 42 heures correspondra :

- en 2008, à 38 heures effectives de travail, dont 3 heures supplémentaires majorées, et à 4 heures d'équivalence ;
- en 2009, à 40 heures effectives de travail, dont 5 heures supplémentaires majorées, et à 2 heures d'équivalence ;
- à partir de 2010, à 42 heures de travail, dont 7 heures supplémentaires majorées. Ces heures sont considérées comme du temps de travail effectif.

Les majorations pour heures supplémentaires sont conformes aux dispositions réglementaires et conventionnelles.

Les heures journalières sont gérées par le gardien de troupeau en fonction du travail et des conditions climatiques.

Les heures supplémentaires au-delà du forfait de 42 heures s'effectuent uniquement à la demande écrite de l'employeur.

3. Equipements des gardiens de troupeaux et dispositions diverses

Téléphone portable :

Pour des raisons de sécurité, il sera fourni au moins un téléphone portable, par estive, au(x) gardien(s) de troupeau. Ce matériel devra être restitué en fin de saison.

Allocation forfaitaire de frais :

Afin de permettre aux gardiens de troupeaux d'acquérir les équipements nécessaires à l'exercice de leurs fonctions – vêtement de pluie, bottes, chaussures de montagne, gants, combinaison de travail et croquettes pour chiens –, il leur est alloué mensuellement une allocation forfaitaire pour frais professionnels. Cependant, pour faciliter l'achat des équipements, il sera versé la moitié de l'allocation forfaitaire de frais, en une seule fois, à l'issue de la période d'essai, le solde étant versé mensuellement.

L'allocation forfaitaire mensuelle pour frais professionnels sera de 100 €.

Cahier d'estive :

Il sera tenu par le salarié un cahier d'estive conforme au modèle annexé au contrat de travail. Celui-ci sera validé régulièrement par l'employeur et restitué par le salarié en fin de saison. »

Article 3

La date d'effet du présent avenant est convenue au 3 juin 2008.

Article 4

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations syndicales signataires et 5 exemplaires seront déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles.

Article 5

Les organisations signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 3 juin 2008.

(Suivent les signatures.)